

Préfecture de la Somme

PRÉFET DE LA SOMME

Service de la Coordination  
des Politiques Interministérielles

Bureau de l'Environnement  
et de l'Utilité Publique

Installations classées pour la Protection de l'Environnement  
Commune de CANNESSIERES  
Société SARL DALLE GERARD

**ARRETE DU 19 OCT. 2017**  
**Le Préfet de la Somme**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur**  
**Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le code de l'environnement et notamment les titres 1er des Livres V de ses parties législatives et réglementaires relatifs aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et notamment son article R 181-46 ;

Vu le Code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 modifiée, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu les décrets n° 80- 331 du 7 mai 1980 et 99-116 du 12 février 1999 relatifs à la police des mines et des carrières et portant règlement général des industries extractives ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 17 décembre 2015 nommant Monsieur Philippe DE MESTER Préfet du département de la Somme ;

Vu l'arrêté préfectoral du 4 novembre 1997 modifié, autorisant la société SARL DALLE à exploiter une carrière de craie, située sur le territoire de la commune de Cannessières, au lieu-dit « Au Bois », parcelles cadastrées section ZH n°52, 54 et 55 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 2 janvier 2012 autorisant la société SARL DALLE à procéder au remblayage du fond de fouille par apport de matériaux exogènes ;

Vu l'arrêté préfectoral du 5 septembre 2017 portant délégation de signature à Monsieur Jean-Charles GERAY, Secrétaire Général de la préfecture de la Somme ;

Vu la demande de la société SARL DALLE GERARD, présentée le 14 septembre 2017, sollicitant une prolongation d'un an de la durée d'exploitation ;

Vu le rapport et les propositions en date du 2 octobre 2017 de l'inspection des installations classées ;

Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur le 7 octobre 2017 ;

Vu le courrier en date du 9 octobre 2017, par lequel l'exploitant indique n'avoir aucune observation à formuler concernant ce projet d'arrêté ;

Considérant l'acte de cautionnement des garanties financières, en vigueur jusqu'04 mars 2018 ;

Considérant que les impacts du fonctionnement de l'installation pendant la période de prolongation sont compensés par un moindre impact pendant la durée d'autorisation du fait du rythme d'exploitation plus faible.

Considérant que les volumes de gisement à extraire, et les périmètres autorisés par les arrêtés préfectoraux délivrés à la société SARL DALLE GERARD, demeurent inchangés ;

Considérant que les conditions de remise en état ne sont pas modifiées par rapport aux prescriptions de l'arrêté du 4 novembre 1997, modifié notamment par l'arrêté du 02 janvier 2012 ;

Considérant qu'aux termes de l'article L 512-1 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

Considérant en conséquence que la demande ne représente pas une modification substantielle au regard de l'article R 181-46 du code de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture,

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1 :**

La société SARL DALLE GERARD, dont le siège social est situé 40 rue de Cerisy à CERISY-BULEUX (80140), est autorisée à poursuivre l'exploitation de la carrière de craie sur le territoire de la commune de CANNESSIERES, au lieu-dit « Au Bois », parcelles cadastrées section ZH n°52, 54 et 55.

**Cette autorisation est accordée pour une durée de 1 an à compter du 04 novembre 2017** sous réserve des droits des tiers. Elle n'a d'effet que dans la limite des droits d'exploitation dont est titulaire le bénéficiaire de la présente demande.

### **ARTICLE 2 :**

L'ensemble des prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 04 novembre 1997, modifié par l'arrêté préfectoral du 02 janvier 2012, demeurent applicables.

### **ARTICLE 3 :**

**3.1-** L'autorisation d'exploiter est conditionnée par la constitution effective des garanties financières, dont le montant est fixé à 22 700 TTC. L'absence de garanties financières entraîne la suspension de l'activité après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L 171-8 du code de l'environnement.

**3.2-** Le document établissant la constitution des garanties financières doit être transmis à l'inspection des installations classées préalablement aux travaux d'extraction.

**3.1-** L'obligation de garanties financières n'est pas limitée à la durée de validité de l'autorisation. Elle est levée après la cessation d'exploitation de la carrière, et après que les travaux de remise en état ont été réalisés et constatés par l'inspection des installations classées.

### **ARTICLE 4 :**

En vue de l'information des tiers :

Un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie de CANNESSIERES pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité doit être dressé par les soins de M. le Maire de CANNESSIERES et transmis à la préfecture de la Somme.

L'arrêté est publié sur le site Internet de la préfecture de la Somme pendant une durée minimale d'un mois.

### **ARTICLE 5 :**

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au Tribunal Administratif d'Amiens :

1° Par le pétitionnaire ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.;

2° Par les tiers intéressés, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts protégés par le code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la décision.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

**ARTICLE 6 :**

Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Maire de la commune de CANNESSIERES, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France, l'inspecteur de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société SARL DALLE GERARD et dont une copie sera adressée aux services suivants :

Direction départementale des territoires et de la mer de la Somme,

Direction générale de l'Agence Régionale de Santé,

Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi,

Direction départementale des services d'incendie et de secours de la Somme,

Service interministériel de défense et de protection civiles,

Agence de l'eau Artois Picardie.

Amiens le 19 OCT. 2017

Pour le préfet et par délégation  
Le secrétaire général

Jean-Charles GERAY